



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/De-l-or-sous-les-roses>

# De l'or sous les roses

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 794 - novembre 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 18 novembre 2008

Date de parution : novembre 1981

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

LES vaincus du dernier Trafalgar électoral affirment que Mitterrand et ses équiépiers seront impardonnables d'échouer, ayant en mains la totalité ces pouvoirs. Et d'annoncer : Présidence de la République pour 7 ans ; majorité absolue à la Chambre ; puissance syndicale ouvrière disposition ; en face, rien ou presque : leur simple opposition quasi symbolique.

Voyons de plus près. Le Président de la République n'a pas plus de pouvoirs que n'en disposait leur chef, de Gaulle. Plutôt moins, puisque Mitterrand ne se propose pas de violer la Constitution, comme le faisait de Gaulle sans se gêner, malgré les cris de « Forfaiture » lancés par un courageux Président de Sénat, Gaston Monnerville. Ce serait plutôt le contraire : Mitterrand fait supprimer la « Cour de Sécurité de l'Etat », la meilleure trique contre les adversaires politiques (Canal, Bastien- Thierry, Salan, Zeller, Challe, autonomistes bretons, corses).

Majorité à l'Assemblée Nationale certes (pas au Sénat, mais tout autant que les Gaullistes d'antan. Ils y avaient conquis le glorieux titre de « Godillots du général » pour voter, avec détermination, le contraire de ce qu'ils avaient voté la veille. Il suffisait que leur Deuxième leur en donne l'ordre. Et, comme il était un socialiste, de l'ordre et du contre-ordre, dans la même phrase, les godillots claquaient les talons en permanence.

On verra si les députés socialistes sont ces savates en votant certain pour la réédification de la Cour de Sécurité de l'Etat, pour le maintien ces libérateurs soviétiques en Afghanistan, etc., à la requête de Français.

Quant à la puissante syndicale ouvrière, elle est bien surfaite. Si l'on peut toujours faire éclater une grève (même par ces jaunes) la puissance du syndicat (y compris celle d'un délégué) est bien plus face à celle de son patron ! Les patrons, en voilà une autre puissance ! Bien que minoritaires dans le pays, ils détiennent ces pouvoirs autrement persuasifs. Et de quel côté sont-ils, les patrons ?

Maladroitement, mais officiellement, le Patron ces Patrons, Français Ceyrac (Administrateur chez Dreyfus, de Wendel, S.A. Fonderie de précision, Sidelor, Peugeot, etc.) est descendu dans l'arène pour prendre, au nom du Conseil National du Patronat, position en faveur de Valéry Giscard, dit d'Estaing.

Voici donc ces opposants de marque. Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Il en est d'autres. Les « groupes de pression » existent : betteraviers, trusts industriels, alimentaires, de presse, de l'industrie lourde, du tourisme, ces alcools, pharmaceutiques, chimique, atomique, informatique, bancaires, etc. On en oublie et ces plus massifs. Il est prévu que quelques-uns perdront une part de leur liberté (sans pour autant perdre leur indemnisation). Peut-on soupçonner qu'ils se laisseront dépasser sans réagir ?

En surface, ils joueront la soumission. Dans l'ombre, ils ont déjà pris leurs dispositions, arrêté leur stratégie. La Trilatérale n'est pas faite de novices.

Car voilà bien où le pseudo raisonnement ces gaullistes et gaullo- giscardiens est mensonger. La gauche n'a pas TOUS les pouvoirs. Comme en 1936, elle a devant elle, invisible, insondable, mais tragiquement omniprésent, le « Mur d'argent ». Les « 200 familles » ne sont pas un mythe (1).

Ces gens de l'obscurité feutrée ont investi l'Etat dès avant de Gaulle, et ils l'ont conquis sous Giscard. Ils ont placé 10 000 employés, avec fonction de Conseillers d'Etat, Préfets, diplomates, officiers supérieurs, chefs ces grands services administratifs. On ne peut les reconnaître que lorsqu'ils partent à la retraite et deviennent administrateurs, P.d.G. ou directeurs chez Dassault, Borel, Trigano, Rothschild, Carrefour, BSN, Gervais-Danone, Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, Hachette et autres bonnes compagnies.

Là est la toute puissance.

Comment expliquer autrement qu'un chef d'Etat étranger, tel Reagan, puisse se permettre de critiquer le choix de ministres français, désignés également par un Président français, rugueusement élu par les Français ? Ajoutant à ses propos déplacés ceux menaçants de ses adjoints !

Sachant que le sentimental n'a pas cours égal dans les relations internationales, force est d'admettre que ces menaces trouvent leur source dans les intérêts matériels froissés, dans notre pays, par l'expérience socialiste débutante.

Ces intérêts sont donc bien forts pour trouver audience, aussi vite, auprès du plus haut personnage de la

première puissance de la planète. Cela démontre une solidarité efficace.  
Cela démontre aussi la veulerie ces hommes cartés du Pouvoir. Ils se pavent maintenant à la  
Tâche, non sentencieusement « Nous l'avons prouvé, votre « Changement » ne plaît  
pas aux USA ». Eux, dont la litanie était de vouloir une politique nationale au seul service de la  
Nation, au premier coup de semonce, les voilà dans le camp de l'étranger. (Messmer, sincère ou habile,  
a condamné les propos américains).  
Le Président de la République, l'Assemblée Nationale, le tiers du Sénat, les syndicats ouvriers et le  
Peuple Français peuvent se dresser quasi unanimement, contre le Bloc de l'or, ils n'ont pas gagné  
d'avance. L'Avenir est à la lutte.

(1) Lire « Les 200 familles au pouvoir » H. Coston 1977. Ed. DPF Chirac/Montreuil 86190 Vouillaz.